

Sous le titre *Un État qui règne au dessus du volcan* le quotidien *Le Monde* a publié dans ses pages *Débats* du 5 décembre (« Une insurrection qui revient ? ») un texte de Jacques Philipponneau et René Riesel. Le texte, qui datait du 5 novembre, s'est trouvé sensiblement modifié dans la version publiée par ce quotidien. En voici la version originale.

AU DESSUS DU VOLCAN

Le constat est désormais banal : la société-monde s'abîme dans ses crises. Jamais dans l'histoire une société n'avait imaginé prévoir si précisément l'agenda de son effondrement. Que ce soit l'ampleur du réchauffement climatique, l'épuisement des ressources naturelles, l'empoisonnement généralisé de la planète ou la certitude de futurs Fukushima, chaque mois amène son lot de détails sur les contours et le *timing* de l'inéluctable. On y avait accoutumé les populations. Les États et leurs supplétifs verts se faisaient rassurants. Ils en faisaient leur affaire : il y aurait encore de beaux jours, moyennant une désagréable mais inévitable période d'adaptation. Des « décroissants » s'en remettaient à l'Etat pour imposer les restrictions et la rééducation utiles au retour de la joie de vivre.

Tout ceci a volé en éclats en moins d'une décennie.

Ce qui n'avait pas été calculé c'est la vitesse d'expansion du chaos géopolitique lié à la guerre mondiale pour le contrôle des ressources naturelles (pétrole, uranium, terres rares, terres agricoles, eau), la *somalisation* qui court maintenant d'Afrique en Afghanistan, et surtout l'ampleur et la rapidité, que la crise financière de 2008 a seulement fait entrevoir, de la désintégration sociale précipitée par la mondialisation de l'économie. Ce ne seraient toutefois là qu'inconvénients mineurs pour un système qui entend gérer ce chaos sans autre ambition que d'y préserver ses intérêts les plus immédiats, si ne se développait en même temps, à l'échelle de la planète, la conscience qu'il n'y aura plus de lendemains qui chantent, que l'activité irrésistible du complexe économique-industriel ne fera qu'approfondir le désastre ; et qu'il n'y a rien à attendre d'États, excroissances cancéreuses où se mêlent à différentes doses les castes technocratiques parasitaires, corrompues ou mafieuses, qui affichent froidement leur refus de faire mine d'infléchir cette course à la destruction de tout et sont visiblement réduits à leur fonction première : l'exercice du monopole de la violence.

Il n'est plus temps de voir là les théorisations extravagantes d'apocalyptiques éco-catastrophistes, d'irrécupérables extrémistes anti-

autoritaires ou d'intellectuels réactionnaires reclus dans leur tour d'ivoire. Toutes ces questions sont désormais sur la place publique ; le constat devient universel, s'insinue irrémédiablement dans toutes les couches de la société totale déliquescence. On ne l'en évacuera pas. C'est bien ce qui nourrit l'inquiétude de tous les États, et non la catastrophe rampante.

La domination, qui touche à la pureté de son concept dans la convergence fusionnelle de l'Etat, de l'économie et des médias, fait donner son artillerie lourde, martèle qu'il n'y a plus d'alternative, que les dés sont jetés, qu'il faut s'adapter ou périr, qu'il ne s'agit désormais que de gérer la catastrophe, et que ceux dont l'emploi est de la provoquer et de l'entretenir sont les mieux qualifiés pour cette tâche. Comme l'assassin qui se flatterait d'être seul habilité à conduire l'autopsie de sa victime. Et c'est rien moins qu'une métaphore dans le cas, ici, de Rémi Fraisse tué à 21 ans par un gendarme mobile, assuré du maintien de son emploi par un gouvernement socialiste qui célèbre ainsi un siècle de trahisons, ailleurs de 43 étudiants mexicains livrés par la police aux tortionnaires des cartels de la drogue ou encore des journalistes indépendants de la Russie de Poutine (chacun pourra poursuivre l'énumération *ad libitum*). Les personnels politiques doutent de leur pérennité, ils savent qu'ils règnent sur un volcan (dans cette Chine qui fait l'admiration universelle des tenants du maintien de l'ordre, le budget de la sécurité intérieure est supérieur au budget militaire) et qu'il faut absolument museler, rendre invisible ou silencieuse toute opposition un peu sérieuse à l'ordre établi, c'est à dire qui viendrait à prendre au mot la fiction de sa nécessité.

Que ces victimes soient essentiellement des jeunes n'étonne que ceux qui ne l'ont jamais été. Cette jeunesse qu'on disait si intégrée à l'ordre marchand et à sa survie dématérialisée, dressée à se vendre au plus offrant, à se détacher de toute solidarité, à se reconnaître dans la monade solitaire de l'utopie capitaliste, commence à comprendre dialectiquement qu'elle n'aura pas sa place au festin de l'abondance factice, qu'il n'y aura plus vraiment de festin et qu'il était de surcroît immangeable — ce qu'une part demeurée irréductible de la jeunesse a toujours su et proclamé. Elle accède à la visibilité (plus tard en France que dans les pays méditerranéens voisins) avec une vigueur qui lui vaut d'être disqualifiée pour sa « violence », au demeurant légitimement défensive et très largement symbolique. Dans quels rangs imaginerait-on la faire rentrer ?

Celles des luttes dites « anti-industrielles » dirigées contre les projets trop manifestement absurdes d'éradication de ce que n'avait pas encore ravagé le rouleau compresseur de l'artificialisation de la vie et des faux besoins (des zones naturelles restées en partie pré-industrielles), parce qu'elles expriment un sentiment partagé de perte irrémédiable agrègent d'autant plus vite une myriade d'opposants. Si les naïvetés non violentes et participatives des opposants de départ prêtent à sourire, on conviendra qu'elles sont vite balayées par le mépris des décideurs et la violence des pouvoirs. On laissera aux versaillais qui éructent ces jours-ci leurs appels à la répression la condescendance des assis devant les bigarrures, les cagoules et les hésitations de cette jeunesse. Les faits sont là : certes

encore très minoritaire elle a déjà fait sécession avec la société. Qu'elle le subisse ou le choisisse, elle n'y a aucun avenir, elle n'en veut pas et elle n'a rien à perdre ; sauf éventuellement la vie, on vient de le lui rappeler. Ce qui va de soi pour elle, le refus de l'Etat, du primat de l'économie sur la vie, de l'artificialité technologique sur l'intensité des rapports humains, la détestation de toute hiérarchie fut-elle militante, le refus du vedettariat, la solidarité concrète entre tous les opposants quelles que soient leurs pratiques, rien de cela ne peut tromper : il s'agit de la naissance d'une *conception de la vie* radicalement hostile à celle qu'impose la domination.

Quand s'affrontent deux conceptions de la vie si antagoniques s'affirme aussi l'inéluctabilité du conflit central des temps à venir : celui qui va opposer les fanatiques de l'apocalypse programmée à ceux qui ne se résignent pas à l'idée que l'histoire humaine puisse finir dans leur fosse à lisier.

Jacques Philipponneau
René Riesel

[Jacques Philipponneau et René Riesel se réclament du courant anti-industriel issu de l'Encyclopédie des Nuisances]